RETOUR SUR INFOS

LA CHAPELLE-DU-CHÂTELARD

Le 3 mars, Patricia obtenait gain de cause pour son apprenti boulanger

Après deux semaines sans se nourrir, Patricia Hyvernat a enfin pu s'alimenter de nouveau. Depuis le 9 février, la femme de 53 ans était en grève de la faim pour demander la régularisation de son apprenti boulanger, Mamadou Yaya Bah, 20 ans, et qu'il ne soit pas expulsé. Une action coup de poing au cours de laquelle elle a perdu dix kilos. « J'ai un peu du mal à remonter la pente, nous étions tellement stressés pendant cette longue période. Mais on va se relever car on a beaucoup de projets », confie Patricia. Avec son mari, ils ont pris Yaya sous leur aile depuis trois ans.
Le 23 février, elle apprend qu'elle sera reçue avec son apprenti à la préfecture de l'Ain, mercredi 3 mars, en vue d'une issue favorable. Les quelque 13 000 personnes qui ont signé la pétition et le député LREM, Stéphane Trompille, ému par son histoire, ont sûrement joué en la faveur du jeune migrant guinéen. Yaya a obtenu son récépissé de demande de carte de séjour, ce qui lui permettra de travailler pour une durée de six mois. Il a, dans la foulée, signé son contrat d'apprentissage à la ferme familiale.

Après son passage à la préfecture de l'Ain, Yaya est allé au Cecof d'Ambérieu-en-Bugey afin de s'inscrire et de signer son contrat d'apprentissage. Archive Progrès/Olivier CALLAMAND

Aujourd'hui, elle lance une association d'aide aux migrants majeurs

Aujourd'hui, le combat est loin d'être terminé pour le couple de boulangers. Avec l'aide de Stéphane Ravacley, le boulanger de Besançon qui avait lui aussi protesté contre l'expulsion de son apprenti guinéen, Patricia et son mari ont décidé de lancer leur association pour venir en aide aux migrants majeurs, mais pas seulement. « C'est une idée complètement inspirée du vécu de Yaya et de son parcours. Dans l'Ain, nous avons une bonne prise en charge des mineurs migrants. Mais dès qu'ils ont 18 ans, ils sont voués à eux-mêmes… », juge la boulangère. Selon elle, hormis l'association de réinsertion Tremplin 01 et Emmaüs, il n'y a aucune autre proposition pour les majeurs.

Elle insiste : « Ce sont des jeunes qui ont, pour la plupart, fui leur pays, et qui subissent un parcours chaotique avant et pendant leur migration. Il ne faut pas les laisser tomber ici. » « C'est pour cela que malheureusement certains tournent mal », déplore-t-elle.

Un accompagnement professionnel et psychologique

Henry-Pierre et Patricia Hyvernat souhaitent prendre en charge les jeunes migrants majeurs à la ferme pour leur assurer un avenir : « Ils pourront apprendre la boulangerie, la pâtisserie, les métiers de bouche principalement, mais aussi la vente… En étant encadrés par des professionnels. Une formation d'un an qui prouverait leur intégration professionnelle et sociale pour faciliter l'obtention de leur récépissé à la préfecture. » Elle ajoute, « j'ai suffisamment de recul pour confirmer que la boulangerie est valorisante pour eux. Je veux prouver à l'État qu'ils ont leur place en France ».

Patricia compte aussi les accompagner sur le plan psychologique. « Nous mettrons en place une prise en charge par une psychologue et une assistante sociale pour qu'ils puissent aborder leur vie d'adultes sereinement », confirme-t-elle.

Réintégrer les jeunes délinquants avec la boulangerie

Engagée, la boulangère de La Chapelle-du-Châtelard a plusieurs cordes à son arc. Elle projette aussi de donner un coup de pouce aux jeunes sortant de prison. « Pendant deux ans, je suis intervenue à la prison de Bourg-en-Bresse avec des jeunes majeurs détenus. Lorsqu'ils étaient en permission, ils venaient à la ferme pour faire du pain », raconte Patricia. Une initiative stoppée par le Covid mais qu'elle souhaite renouveler.

Henry-Pierre et Patricia Hyvernat ont nommé Stéphane Ravacley vice-président de l'association. Archive Progrès/Julia BEAUMET

La création de l'association suit son cours mais Patricia a déjà des idées plein la tête : « Je souhaite m'inspirer de Cédric Herrou, et sa communauté agricole Emmaüs ou encore du Jardin bio de la Dombes, à la ferme de Rebusson. » Stéphane Ravacley, leur « pilier depuis le début » sera le vice-président de l'association.

Amandine EYMES

EN BREF

MONTLUEL

Une marche pour le climat du collectif Bien vivre à Montluel

La marche pour le climat, organisée dans 170 points du territoire national, dimanche 28 mars, a été relayée à Montluel par le collectif Bien vivre à Montluel. Avec le confinement de Lyon, des personnes habituées à manifester dans la capitale des Gaules ont répondu à l'appel d'Anne-Emmanuelle Colin à la tête du collectif. Juste avant le départ de la marche citoyenne, sur la promenade des Tilleuls, elle a évoqué l'urgence climatique et l'importance de défendre les mesures de la convention citoyenne sur le climat, créée en 2019 pour trouver les moyens permettant de réduire de 40 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030.

Les manifestants pacifistes sont venus souvent en famille. Photo Progrès/Frédérique GUILLET

Puis, une cinquantaine de manifestants, venus du département dont une délégation du collectif citoyen Côtière en transition des communes de la communauté de communes de Miribel, ont défilé dans les rues du centre-ville. Armés de banderoles, dans un esprit bon enfant, ils ont montré leur attachement à œuvrer pour le changement climatique, le maintien de la biodiversité et la solidarité.